



Conseil économique et social

Distr. générale
29 novembre 2017
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par International Federation for Family Development, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Familles en Europe : conclusions principales et orientations recommandées afin d'éliminer le cycle intergénérationnel de la pauvreté

International Federation for Family Development participe depuis février 2013 à un projet de recherche intégré à grande échelle intitulé « FamiliesAndSocieties », consacré à l'étude de l'évolution de la famille et des sociétés durables, du contexte politique et de la diversité, tout au long de la vie et au fil des générations. Ce projet de recherche participative, coordonné par l'Université de Stockholm et financé par le septième Programme-cadre de l'Union européenne, vise à améliorer la compréhension de la façon dont les politiques promeuvent le bien-être, l'élimination de la pauvreté, l'inclusion et le développement social durable dans les familles.

Les principaux objectifs du projet comprennent l'étude des divers types de familles, de relations et de parcours de vie en Europe, l'évaluation de la compatibilité des politiques existantes avec l'évolution de la famille, et la contribution à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles. Le cadre conceptuel du projet est divisé en quatre grands axes transversaux : la problématique hommes-femmes, la culture (identités ethniques et culturelles, orientation sexuelle), les ressources socioéconomiques et les étapes de la vie. Les interactions entre ces grands axes conceptuels, ainsi que les processus fondamentaux, dictent les effets de l'évolution des modèles familiaux sur les individus et les sociétés, entraînent la perpétuation du cycle intergénérationnel de la pauvreté, produisent ou reproduisent des inégalités au fil de la vie et des générations et déterminent quelles politiques peuvent promouvoir adéquatement des objectifs positifs. Le projet, dont le cadre conceptuel repose sur une approche multidisciplinaire, s'intéresse à la complexité croissante des modèles familiaux et aux changements dans ce domaine dans les pays européens, ainsi qu'aux différences entre pays, et aux conséquences de ces changements pour les hommes, les femmes et les enfants pour ce qui est de la pauvreté, des inégalités en termes de perspectives d'avenir, des relations intergénérationnelles et de la prise en charge. Il s'intéresse également à la manière dont les politiques en place tiennent compte de la diversité des familles, et cherche à cibler les besoins futurs en matière d'orientations à l'aide d'une approche prévisionnelle intégrée.

Basé sur une approche multidisciplinaire, le projet bénéficie de l'expertise de 25 partenaires de recherche hautement qualifiés, basés dans 15 pays, spécialistes de domaines divers tels que les sciences sociales et humaines ou le droit, et de la participation de trois associations transnationales de la société civile, dont notre fédération. Le groupe d'experts représente des pays de quatre régions : l'Europe du Nord (Finlande, Royaume-Uni et Suède), l'Europe de l'Ouest (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Pays-Bas, Suisse), l'Europe du Sud (Espagne, Italie) et l'Est de l'Europe centrale (Estonie, Hongrie, Pologne, Roumanie). Ces pays représentent différents types d'État-providence et emploient des régimes de prestations sociales divers : le modèle universel scandinave (Finlande, Suède), le modèle libéral (Royaume-Uni, Suisse), le modèle conservateur (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Pays-Bas), le modèle méditerranéen familialiste (Espagne, Italie) et le modèle de transition postsoviétique (Estonie, Hongrie, Pologne, Roumanie).

Le groupe d'experts a cherché à atteindre les buts du projet en remplissant cinq objectifs supplémentaires dans le cadre de leurs recherches : explorer la complexité

des familles européennes et des ambitions, des attitudes, des décisions et des parcours individuels ; mieux comprendre comment les situations et dynamiques familiales diffèrent selon le pays en Europe et selon la culture et le groupe socio-économique dans chaque pays ; examiner les conséquences des changements dans les modèles familiaux sur les relations sociales, la prise en charge, la pauvreté, le bien-être et les inégalités ; analyser comment les politiques tiennent compte de la diversité des familles et des conséquences de cette diversité ; identifier les changements à venir les plus probables dans les modèles familiaux et les besoins des décideurs et des parties prenantes en matière d'appui.

Ce travail de recherche dévoile la nature dynamique de la famille et de la vie familiale tout au long de la vie et met en lumière le rôle des ressources socio-économiques dans la carrière des membres de la famille, ainsi que la manière dont elles sont liées au sexe, à la culture et aux étapes de la vie. Le projet s'intéresse également aux modèles familiaux les plus menacés par les vulnérabilités, la pauvreté et l'exclusion, à savoir les familles monoparentales, les grandes familles, les relations dans lesquelles les conjoints vivent séparément et les familles recomposées. Il a été démontré que la conciliation effective d'un emploi rémunéré et de la vie de famille est essentielle au bien-être des familles et des enfants et permet aux sociétés d'empêcher la perpétuation des vulnérabilités et du cycle intergénérationnel de la pauvreté. L'étude des dynamiques familiales des migrants et de leurs descendants révèle une diversité remarquable de types de relations et de modèles familiaux, influencés à la fois par la société au sens large et par la culture des minorités.

Le projet met l'accent sur les liens entre les changements dans les relations familiales et dans les rôles traditionnels des hommes et des femmes, car les membres des deux sexes contribuent désormais à soutenir financièrement leur famille et aux tâches ménagères. Cette évolution est accélérée par l'instabilité croissante du marché du travail et par la hausse de la précarité, qui empêchent l'émergence d'un modèle familial universel qui reste le même dans tous les pays, et ce tout au long de la vie de la famille. En se concentrant sur les nouveaux parents, le projet a démontré que la naissance d'un enfant est un des nombreux tournants de la vie de famille qui mènent à une redistribution du temps consacré aux tâches ménagères par chaque partenaire et à un retour des parents au rôle traditionnellement associé à leur sexe. Les analyses menées démontrent les bienfaits importants des services de garde formels pour les enfants par rapport à la garde à domicile, que ce soit pour les enfants de mères au niveau d'éducation faible ou, de manière plus générale, pour ceux qui viennent d'un milieu désavantagé. Elles mettent également en évidence la corrélation positive entre l'éducation maternelle et le recours aux services de garde d'enfants d'une part et l'amélioration de la situation des enfants d'autre part. Pour ce qui est des effets des modèles familiaux non traditionnels sur le bien-être des enfants, l'appartenance à une famille non traditionnelle ne permet pas à elle seule de prédire des répercussions négatives. Il a été remarqué que la séparation des parents est plus fortement associée à la détérioration des résultats scolaires des enfants dans les cas où ces derniers appartiennent à un milieu plus avantagé, ce qui est surprenant. Les modèles familiaux non traditionnels ont un effet moindre sur la situation des enfants que d'autres facteurs comme le niveau d'éducation et de revenus de leurs parents.

L'existence de liens d'interdépendance forts entre les générations et entre hommes et femmes au sein de la famille, qui sont causés par les interactions quotidiennes entre les membres de la famille et sont renforcés par les politiques sociales, signifie que des types de prestations sociales différents n'auront pas les mêmes effets sur les relations entre hommes et femmes et sur les inégalités

socioéconomiques. Offrir des paiements en espèces renforce davantage la répartition des tâches ménagères selon le sexe que fournir des services de prise en charge. La primauté des membres de la famille dans les arrangements juridiques peut forcer la création de liens d'interdépendance entre les personnes sans enfants et leur réseau de connaissances, et il existe des différences notables entre le rôle des hommes et celui des femmes au sein de la famille, qui sont liées aux différences entre les pratiques prévues par la loi et la réalité. Le fait que le recours croissant à des prestataires de soins de santé privés contribue à la pauvreté et aux inégalités sociales réduit la probabilité que ces services puissent répondre adéquatement aux besoins grandissants en soins de santé des sociétés vieillissantes.

Le projet contribue à rendre plus complets et plus accessibles les indicateurs comparatifs relatifs aux politiques visant la famille. Il a été constaté que l'assistance offerte aux jeunes adultes par les États pour les aider à quitter le domicile parental, à former un foyer indépendant et à fonder une famille diffère grandement d'un pays à l'autre pour ce qui est des types de prestations, des risques ciblés, de l'étendue de l'aide fournie et du profil des bénéficiaires. L'utilisation d'un congé parental par les pères a des effets bénéfiques sur le déroulement des deuxièmes grossesses et réduit le taux de séparation des couples.

Les informations recueillies dans le cadre du projet ont été centralisées dans trois nouvelles bases de données qui portent sur les sujets suivants : i) les réglementations encadrant l'assistance médicale à la procréation (AMP) (ARPNova) ; ii) les modèles familiaux autorisés par la loi pour les couples hétérosexuels et homosexuels en Europe (LawsAndFamilies Database) ; iii) les initiatives de politique familiale de l'Union européenne concernant la fécondité, qui portent sur plusieurs aspects essentiels de la vie familiale tels que l'emploi, la prise en charge et la problématique hommes-femmes.

Les travaux effectués dans le cadre du projet FamiliesAndSocieties sont divisés en 12 chapitres étroitement liés et complémentaires. Les chapitres 1 et 12 (Gestion ; Diffusion) sont consacrés à l'appui des travaux menés à d'autres chapitres et fournissent un cadre aux activités de recherche. Les principaux sujets de recherche abordés dans le cadre du projet sont les suivants : les aspects importants de la famille et de son évolution (chap. 2-4), les nouveaux modèles, objectifs et changements familiaux (chap. 2), les nouveaux rôles des hommes et des femmes (chap. 3), les nouveaux rôles des enfants, plus spécifiquement, la vie sans enfants et l'AMP (chap. 4), les conséquences de l'évolution des modèles familiaux sur les sociétés durables, en particulier pour ce qui est de la pauvreté et de l'inégalité des possibilités d'avenir des enfants (chap. 5), les arrangements concernant la garde d'enfants et leurs causes et conséquences (chap. 6), les liens intergénérationnels (chap. 7), les migrants et les questions d'inclusion et d'exclusion sociale (chap. 8) et les politiques (chap. 9). Les deux chapitres restants sont consacrés aux activités de prévoyance (chap. 10) et à la synthèse des résultats des recherches effectuées (chap. 11). Les chapitres consacrés aux modèles familiaux (chap. 2) et aux politiques (chap. 9) tiennent une place centrale dans le projet et sont liés aux autres chapitres. Le chapitre consacré aux nouveaux rôles dévolus à chaque sexe est lié au chapitre sur les enfants et sur l'AMP, à celui sur les liens intergénérationnels et aux deux chapitres centraux. Le chapitre consacré aux enfants et à l'AMP et celui consacré aux liens intergénérationnels sont liés au chapitre portant sur la garde d'enfants. Le chapitre consacré aux possibilités d'avenir des enfants est lié à celui sur la garde d'enfants et celui sur les migrants.

Cette déclaration contient les principales conclusions du projet FamiliesAndSocieties. Elle s'intéresse à la diversité grandissante de la famille au long

de la vie et aux causes de cette évolution, examine les liens entre les personnes et les interdépendances au fil de la vie sous l'angle des changements dans les rôles dévolus à chaque sexe et des dépendances intergénérationnelles, et étudie le contexte social et politique dans lequel ont lieu l'évolution des modèles familiaux et la prise de décisions au quotidien et l'influence des institutions et des politiques sur ces derniers.

Principales recommandations en matière d'orientations

Les recommandations suivantes sont destinées principalement aux décideurs et sont basées sur les principales conclusions du projet :

- Les décideurs doivent avoir conscience de la remarquable diversité des modèles familiaux et des relations en Europe de nos jours, et doivent s'employer à mieux comprendre la nature et le fonctionnement des familles autres que celles composées de couples mariés qui ont des enfants ;
- Les mesures politiques visant à réduire ou prévenir la reproduction des vulnérabilités, de la pauvreté et de l'exclusion des familles doivent être complètes et complémentaires et doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique d'une portée exhaustive. Elles doivent comprendre des mesures pour la fourniture de services destinés à subvenir aux besoins des enfants particulièrement vulnérables et des mesures éducatives et de conciliation, entre autres ;
- Les jeunes de la plupart des pays européens ont besoin d'une aide directe plus substantielle, et ont besoin que l'État les soutienne activement lors de leur passage à l'âge adulte. L'indépendance financière est essentielle, mais il est préférable, pour qu'ils puissent devenir autonomes, qu'ils reçoivent un appui diversifié qui couvre l'éducation, le logement, l'accès au marché du travail et les prestations familiales et sociales ;
- Les lois, les politiques et les pratiques doivent tenir compte des conséquences de la privatisation de la prise en charge des enfants, des personnes âgées ou vulnérables ou du report de cette responsabilité sur les familles pour toutes les personnes concernées, qu'il s'agisse des personnes qui reçoivent une aide ou des aidants. La conciliation de la prise en charge et de la vie professionnelle doit être facilitée en accordant aux adultes qui en ont besoin des congés qui ne soient pas limités à la prise en charge des enfants et en leur permettant de travailler moins longtemps ou à des horaires plus flexibles ;
- Pour permettre la mise au point de politiques dans des sociétés durables, il faut améliorer la compréhension des nouveaux rôles des hommes et des femmes et de leurs effets sur les familles et sur les sociétés. Les politiques favorables à la famille, par exemple celles sur les congés parentaux, doivent tenir compte des deux parents, car ils ont chacun un rôle important à jouer dans le développement des enfants. Des services de garde d'enfants, d'accueil et de loisirs extra-scolaires doivent être proposés à des prix abordables, étant donné les effets positifs des services de garde formels sur les enfants, qui sont d'autant plus bénéfiques pour ceux qui viennent d'un milieu désavantagé. Les services de garde formels ouverts à tous dès un jeune âge sont un des moyens les plus efficaces de réduire les désavantages qui affectent les enfants d'immigrants ;
- Les politiques portant sur l'éducation et l'information sont des questions d'une importance cruciale. Éduquer les enfants permet de réduire les inégalités en termes de possibilités d'avenir à l'âge adulte. Fournir aux parents des services

d'information et de conseil leur permet de mieux gérer leurs responsabilités parentales, et sensibiliser les employeurs – et la société dans son ensemble – permet d'améliorer la compréhension des défis auxquels font face les parents ;

- Les politiques familiales et liées au marché du travail qui visent à faciliter la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle doivent permettre une nouvelle répartition du travail rémunéré et non rémunéré entre hommes et femmes, afin de réduire l'inégalité entre les sexes en termes financiers au fil de la vie et de promouvoir des contacts enrichissants entre les générations. Les politiques visant à réduire les inégalités sociales et économiques qui facilitent la conciliation de la vie familiale, de la vie privée et de la vie professionnelle aident à réduire les désavantages et les défis auxquels font face les enfants à cause du divorce ou de la séparation de leurs parents.

En résumé, les principales conclusions et recommandations tirées des recherches effectuées dans le cadre du projet aideront les décideurs à mieux réfléchir aux lois portant sur les perspectives familiales dans le cadre des discussions multilatérales. Les politiques doivent tenir compte de la diversité des situations familiales, l'égalité des sexes et l'égalité sociale sont une composante importante de la durabilité des sociétés, et la sécurité économique, sociale et juridique est essentielle au bien-être des familles et des personnes en Europe.
